



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service animaux et environnement**

*Montpellier, le 4 novembre 2025*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
N° 2025-11-DRCL-0503 du 4 novembre 2025**

***Réglementant la première phase des travaux (1A) de réhabilitation du Zoo de Montpellier – Parc de Lunaret, prévus dans le périmètre ICPE en vigueur, conformément à l'autorisation d'exploitation délivrée par l'arrêté préfectoral n°2005-1-1733 en date du 18 juillet 2005***

***Le préfet de l'Hérault***

**VU** la directive n°2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles ;

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46, L.411-1, L.411-2, L.411-2-1 et R.411-1 ;

**VU** le titre Ier du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L.511-1 et L.512-1 ;

**VU** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 pris pour son application ;

**VU** le décret du 13 septembre 2023 portant nomination M. François-Xavier LAUCH en qualité de préfet de l'Hérault ;

**VU** l'arrêté ministériel du 25/03/2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune local ou étrangère ;

**VU** l'arrêté du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2005-1-1733 du 18/07/2005 autorisant la Mairie de Montpellier à exploiter le parc zoologique Henri de Lunaret situé 50 avenue Agropolis – 34 090 Montpellier pour la présentation au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2025-07-DRCL-0288 du 28/07/2025 de mise en demeure d'un établissement de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques – rubrique 2140 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** le porter à connaissance, du 26/08/2025, relatif à l'évaluation des impacts sur le milieu naturel et la définition des mesures dans le cadre de la Phase 1A du projet de mise en sécurité et réhabilitation du Zoo de Lunaret à Montpellier, réalisé par le bureau d'étude Naturalia ;

**VU** le diagnostic chiroptérologique, du 28/08/2025, réalisé par le bureau d'étude Bativersité sur 5 bâtiments en bois du projet de mise en sécurité et réhabilitation du zoo de Lunaret à Montpellier ;

**VU** la saisine de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Occitanie par la Direction Départementale de la Protection des Populations de l'Hérault en date du 03/09/2025, pour avis sur le porter à connaissance susvisé ;

**VU** l'avis rendu par la DREAL Occitanie le 10/09/2025 ;

**VU** la demande de compléments faite à l'exploitant par courriel en date du 12/09/2025 ;

**VU** la note complémentaire au porter à connaissance relative aux travaux de démolition et construction dans l'enceinte ICPE du Zoo de Montpellier transmise par courriel le 21/09/2025 ;

**VU** le rapport ou lettre d'accompagnement en date du 27/10/2025 proposant de prendre en compte les modifications apportées sur le site par un arrêté préfectoral complémentaire ;

**VU** la première version du projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel le 21/10/2025 ;

**VU** la deuxième version du projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel le 27/10/2025 ;

**VU** les courriels de réponses de l'exploitant en date du 27/10/2025 et du 28/10/2025 ;

**Considérant** que le porter à connaissance établi et transmis par la municipalité de Montpellier, détaille les modifications projetées dans le cadre de la première phase de travaux (phase 1A) entrepris pour l'exploitation et la réhabilitation du Zoo de Montpellier – Parc de Lunaret, en vue d'assurer la conformité de l'établissement à la mise en demeure susvisée, à savoir :

- la démolition de deux bâtiments en bois ;
- la construction de deux bâtiments, de volières et d'enclos ;
- l'abattage d'arbres et le débroussaillage ;
- la réorganisation des réseaux secs et humides et chemins ;
- la rénovation des revêtements de surface des chemins ;

**Considérant** que le régime de l'activité principale reste inchangé, à savoir soumise à autorisation au titre de la rubrique 2140 ;

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service animaux et environnement**

**Considérant** que sur la base des éléments du porter à connaissance, les évolutions sollicitées ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'alinéa I de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les études naturalistes menées par les bureaux d'étude Naturalia et Bativersité, proposent des mesures de réduction qui présentent des garanties d'effectivité et qui permettent de diminuer le risque au point qu'il n'apparaisse pas comme suffisamment caractérisé ;

**Considérant** que ces études intègrent un dispositif de suivi permettant d'évaluer l'efficacité de ces mesures et, le cas échéant, de prendre toute mesure supplémentaire nécessaire pour garantir l'absence d'incidence négative sur les espèces protégées ;

**Considérant** que, dans ces conditions, la dérogation mentionnée au 4° du I de l'article L. 411-2 n'est pas requise ;

**Considérant** qu'il est nécessaire d'encadrer cette première phase de travaux en décrivant les mesures d'atténuation et de suivi relatives aux espèces protégées qui doivent être respectées ;

**Considérant** que les mesures prises par l'exploitant du site, dans les conditions actuelles, permettent de maîtriser les dangers ou inconvénients relatifs aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification pour cette première phase de travaux (phase 1A) ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-22 à R.181-33, ni les sollicitations des avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) ;

**Considérant** que l'ensemble des informations concernant cette première phase de travaux devra être prise en compte dans le dépôt du futur dossier d'autorisation environnementale ;

**Considérant** que les représentants de l'établissement ont été consultés le 21/10/2025 et ont émis une remarque sur la première mesure de réduction concernant la période autorisée pour la coupe des arbres et la démolition des bâtiments initialement prévue entre fin septembre à fin octobre ;

**Considérant** que la coupe des arbres est en général autorisée entre fin septembre et fin octobre et que dans la mesure où une défavorabilisation des arbres gîtes potentiels est proposée, alors la coupe peut intervenir en dehors de ces périodes après passage d'un écologue ;

**Considérant** que les représentants de l'établissement ont été consultés le 27/10/2025 pour la deuxième version du projet d'arrêté préfectoral complémentaire et qu'ils n'ont pas émis de nouvelles remarques ;

**Considérant** qu'il est nécessaire de modifier en ce sens les mesures de réduction MR1 et MR9 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

La Mairie de Montpellier située 1 place George Frêche – 34070 MONTPELLIER, enregistrée sous le numéro SIRET 213 401 722 017 87, est autorisée, sous réserve du strict respect du code de l'environnement à réaliser les travaux de réhabilitation prévus pour la phase 1A au sein du Zoo de Montpellier – Parc de Lunaret implanté 50 avenue Agropolis – 34090 Montpellier.

Cette première phase de travaux concerne une superficie de 2,5 hectares à l'intérieur du périmètre ICPE actuel de 75 hectares, réglementé par l'arrêté préfectoral n° 2005-1-1733 en date du 18 juillet 2005.

Les travaux incluent :

- la démolition de deux bâtiments en bois ;
- la construction de deux bâtiments, de volières et d'enclos ;
- l'abattage d'arbres et le débroussaillage ;
- la réorganisation des réseaux secs et humides et chemins ;
- la rénovation des revêtements de surface des chemins

Ces éléments devront être repris dans le dossier d'autorisation environnementale qui sera déposé.

Durant cette phase, les mesures d'atténuation et de suivi relatives aux espèces protégées décrites dans les articles ci-dessous doivent être respectées.

### **ARTICLE 2 : MESURES DE RÉDUCTION**

#### **• MR1 – Adaptation du calendrier d'exécution des travaux**

Les travaux de défavorabilisation et de libération des emprises (défrichage, débroussaillage, dessouchage...) sont autorisés entre le 15 septembre et le 15 novembre.

La coupe des arbres et la démolition des bâtiments sont réalisés en continuité, selon les prescriptions du présent arrêté.

Les travaux sont réalisés dans la continuité de la libération des emprises. Les travaux nocturnes sont strictement proscrits.

#### **• MR2 – Délimitation des emprises et mise en défens**

Avant le démarrage des travaux, l'emprise du chantier est délimitée en présence d'un écologue, tout comme les zones de stockage, les bases chantier et les chemins de circulation. En cas d'utilisation de clôtures, l'écologue s'assure qu'elles ne constituent pas un piège écologique. Les poteaux utilisés présentent un couvercle obturateur métallique soudé. Des passages adaptés pour la faune sont également mis en place selon les recommandations de l'écologue.

Les secteurs à enjeux écologiques, à préserver, sont mis en défens par un écologue (pierriers, arbres à enjeux...). Ces secteurs à enjeux écologiques sont cartographiés.



Les balisages et clôtures sont maintenus fonctionnels pendant toute la durée des travaux.

- **MR3 – Modalités de débroussaillage**

Les travaux de débroussaillage sont encadrés par un écologue.

Pour le débroussaillage/terrassement sont réalisés hors journée d'intempéries (froid, fortes pluies...), selon les modalités suivantes :

- débroussaillage réalisé entre le 15 septembre et le 15 novembre ;
- débroussaillage manuel ou à l'aide d'engins légers (à chenille de préférence) ;
- débroussaillage à vitesse réduite (2 à 5 km/h maximum) et avec une hauteur de coupe ne devant pas être inférieure à 20 cm ;
- les habitats naturels de milieux herbacés seront débroussaillés manuellement ;
- les résidus de coupes sont exportés ;
- débroussaillage en bandes successives ou centrifuge.

En gestion post-chantier, une fauche tardive est mise en place et est opérée entre le 15 septembre et le 15 novembre.

- **MR4 – Prévention des risques de pollution**

En phase préparatoire :

- mise en place d'un plan de prévention des pollutions et d'un plan d'urgence avec procédure d'intervention ;
- chaque engin de chantier est équipé d'un kit anti-pollution d'une capacité d'absorption à définir en concertation avec l'écologue. Un stock de matériaux absorbant est également présent sur site.

En phase chantier :

- respect des plans de prévention et plan d'urgence, portés à connaissance de l'ensemble de l'équipe intervenante. Toutes les précautions seront prises afin de limiter les rejets dans l'environnement du projet et/ou d'éventuelles infiltrations fortuites ;
- les aires de stockage des engins de chantier sont équipées de bacs de décantation et de

déshuileurs. Les produits présentant un fort risque de pollution sont stockés sur des sites couverts et dans des bacs étanches ;

- les engins de travaux font l'objet de contrôles réguliers.

Dans le cas où des engins devraient circuler sur des pistes non imperméabilisées, un arrosage régulier de ces pistes est réalisé afin d'éviter une pollution indirecte par les poussières issues des pistes.

- **MR5 – Gestion des espèces végétales exotiques envahissantes**

Avant le démarrage des travaux, le personnel de chantier est formé sur la problématique des espèces envahissantes et sur les modalités de gestion et d'élimination.

Un écologue inventorie les espèces végétales invasives et les cartographies. Il encadre les opérations de gestion associées.

Avant le démarrage du chantier, l'écologue :

- établis les préconisations et méthodes de lutte par espèce sont définies à partir des inventaires, les méthodes d'export ou de traitement sont également précisées ;
- définis les zones de circulation des véhicules en dehors des foyers de plantes envahissantes non traitées (hors aire d'emprise des travaux) qui doivent être délimitées (utilisation des voies existantes) ;
- balise les secteurs contenant des espèces dont la dissémination peut être assurée par les parties aériennes de la plante.

Durant la phase chantier et exploitation :

- les roues des engins sont propres à leur arrivée sur site (nettoyage des boues au karcher par exemple). Les zones d'entretien des engins de travaux avec l'écologue sont définies ;
- des opérations d'arrachage et de traitement des espèces invasives sont mises en œuvre. Le bénéficiaire s'appuie sur les techniques proposées par le Centre de Ressources des espèces exotiques envahissantes.

Une fois arrachées, les espèces envahissantes sont :

1. stockées et bâchées dans une zone non remaniée, hors circulation des engins, en l'attente d'évacuation ;
2. exportées dans un centre adapté de récupération des espèces végétales invasives ou dans un incinérateur ou un méthaniseur. Le transit de ces espèces est réalisé au moyen d'un véhicule hermétique. Les justificatifs d'élimination de ces déchets dans des filières dûment autorisées sont mis à disposition de l'agent en charge du contrôle.

Il est nécessaire d'avoir une vigilance particulière au développement de nouveaux foyers d'espèces envahissantes colonisant les secteurs remaniés au cours des travaux. Une veille est mise en place pour délimiter de nouveaux foyers d'envahissement pour qu'ils soient, évités par le passage régulier des véhicules de chantier, puis rapidement traités. Les modalités d'arrachage sont définies au cas par cas.

Lors de la phase d'exploitation :

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service animaux et environnement**

- les zones de terres végétales à nu sont végétalisées. Le mélange grainier utilisé ainsi que la densité, est contrôlé et validé par un expert écologue. L'utilisation de semences locales sous le label « Végétal local » est privilégié. Le mélange d'espèces fera l'objet d'une validation par un expert botaniste en amont des travaux ;
- des opérations d'arrachages ponctuelles sont réalisées, sur une période de 3 ans, afin d'épuiser la banque de graines d'espèces exotiques.

Un suivi de l'efficacité de la mesure est réalisé dès l'année suivant la fin des travaux de remise en état du site.

- **MR6 – Inspection et défavorabilisation du patrimoine bâti avant démolition ou réhabilitation**

Prospections complémentaires :

En période estivale précédant les travaux, un comptage en sortie de gîte est réalisé, pour chaque gîte et de nuit, par deux chiroptérologues. Ce comptage permet d'identifier, visuellement et à l'aide de détecteur d'ultrasons, les espèces en présence et leurs effectifs, et ainsi statuer sur le type de gîte (estivage ou transit).

Entre le 15 septembre et le 15 novembre précédant les travaux de démolition et de réhabilitation :

À l'aide d'une nacelle, un chiroptérologue contrôle minutieusement chaque potentialité de gîte (interstice, fissure, bardage décollé, sous-tuilage, etc.) afin de constater de l'absence d'individus en gîte :

- en cas d'absence constatée d'individus : obstruction des différents accès à l'intérieur du bâti et comblement des interstices et autres potentialités de gîte identifiées, à l'intérieur comme à l'extérieur du bâti (au moyen de mousse expansive par exemple) ;
- en cas de difficulté d'observations et de certification d'absence d'individus : mise en place de dispositifs anti-retour de type « chaussette », à hauteur de chaque potentialité de gîte identifiée. Ce dispositif est mis en place durant une semaine puis l'écologue vérifiera l'absence d'individus et comblera les interstices, comme décrit précédemment.

Une semaine avant le démarrage des travaux de démolition/réhabilitation :

L'écologue vérifie l'absence d'individus et l'intégrité des dispositifs de comblement. Les travaux de démolition sont réalisés sous le contrôle de l'expert-chiroptérologue. Les déchets et autres matériaux résultants de la démolition des bâtis sont exportés le jour-même.

Un compte-rendu est effectué après chaque passage de l'expert écologue et est mis à disposition du service de l'État en charge du contrôle.

Une fiche illustrée par bâtiment décrit la date d'intervention, les opérations réalisées, décrite ci-dessus. Cette fiche est illustrée par des photographies (arbre, cavités...). Ces fiches et protocole sont mis à disposition sur simple demande de l'inspection en charge du contrôle.

- **MR7 – Respect de la palette végétale et préconisations pour la revégétalisation du site**

Les terres issues du chantier, non contaminées par des espèces invasives, sont réutilisées en priorité pour les travaux de végétalisation. Les plantations et les ensemencements d'espèces exotiques est strictement pros crit. Des espèces locales sont employées pour la revégétalisation herbacée et les plantations paysagères, l'utilisation d'espèces bénéficiant du label Végétal Local est favorisée. La végétalisation multi strate est employée autant que possible.

- **MR8 – Gestion douce de la végétation en phase exploitation**

Les modalités de gestion suivantes sont appliquées dans l'ensemble des espaces publics :

- l'usage de produits phytosanitaires est pros crit ;
- l'emploi d'amendements naturels ;
- la fauche et débroussaillage tardifs (15 septembre-15 novembre) selon les modalités de débroussaillage décrites à la mesure MR3 ;
- l'application d'une gestion différenciée adaptée aux différents secteurs et aux usages prévus conçue par un écologue ;
- l'absence de désherbage ou élaboration par un écologue d'un plan de désherbage adapté aux différents secteurs ;
- la gestion de la ressource en eau de manière à limiter la consommation.

- **MR9 – Gestion douce de la végétation en phase exploitation**

Les travaux d'abattage des arbres sont encadrés par un écologue.

Les arbres à abattre sont identifiés par la cartographie ci-dessous, ils sont marqués par la maîtrise d'œuvre. Ce marquage permet de distinguer les arbres-gîtes potentiels.

Entre le 15 septembre et le 15 novembre, l'écologue :

- réalise un inventaire diurne et nocturne des cavités arboricoles des arbres à abattre préalablement marqués pour localiser les gîtes potentiels de chiroptères ou autre espèces protégées ;
- met en place des manchons « chaussettes trouée » sur les cavités occupées par des individus ou susceptibles de l'être, réalise un écorçage ou un délierrage, avant l'intervention d'abattage ;
- condamne au maximum des cavités arboricoles non utilisées par les espèces protégées.

La vérification des cavités par l'écologue est réalisée à l'aide d'un fibroscope. La nacelle est utilisée systématiquement dès lors que les cavités à plus de 2 m de hauteur ne peuvent être contrôlées avec le fibroscope.



**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service animaux et environnement**

En cas d'abattage de sujets d'intérêt pour la faune, un protocole spécifique d'abattage doux est mis en œuvre :

- juste avant l'abattage, l'écologue réalise une vérification de l'absence d'individus sur les zones repérées favorables aux espèces protégées ;
- utilisation d'une grue pour descendre progressivement l'arbre / les grumes ou réalisation d'une découpe progressive du sujet à l'aide d'une nacelle et d'un système de cordes permettant de retenir la chute des tronçons de bois découpés à la tronçonneuse ;
- éviter les cavités apparentes lors de la coupe en tronçonnant en dessous et largement au-dessus de la partie creuse intérieure ;
- déposer délicatement au sol les arbres ou les tronçons à l'aide d'un grappin hydraulique ou de cordages, et en conservant le houppier ;
- ne pas déposer les grumes au sol sur les cavités apparentes.

Après abattage :

- l'écologue vérifie les cavités des grumes au sol et en cas de découverte d'individus, obture les cavités à l'aide de géotextile et d'agrafes sur la période de jour ;  
les arbres et grumes potentiellement favorables à la biodiversité sont regroupés lors du stockage et sont laissés au minimum 24 h au sol et sont évacués en moins de 7 jours ;
- l'écologue retire les obturations réalisées dans la journée, au minimum 30 minutes avant le coucher du soleil ;
- l'écologue inspecte régulièrement les grumes stockées, afin de constater la présence d'individus et permettre l'évacuation des grumes.

En cas de découverte d'individus par l'entreprise de travaux, cette dernière contacte l'écologue afin qu'il accompagne leur évacuation.

Une fiche illustrée par arbre décrit la date d'intervention, les opérations réalisées et les enjeux potentiels ou avérés et précise s'il est soumis à la mesure du protocole d'abattage dite « douce », décrite ci-dessus. Cette fiche est illustrée par des photographies (arbre, cavités...). Ces fiches et protocole sont mis à disposition sur simple demande de l'inspection en charge du contrôle.

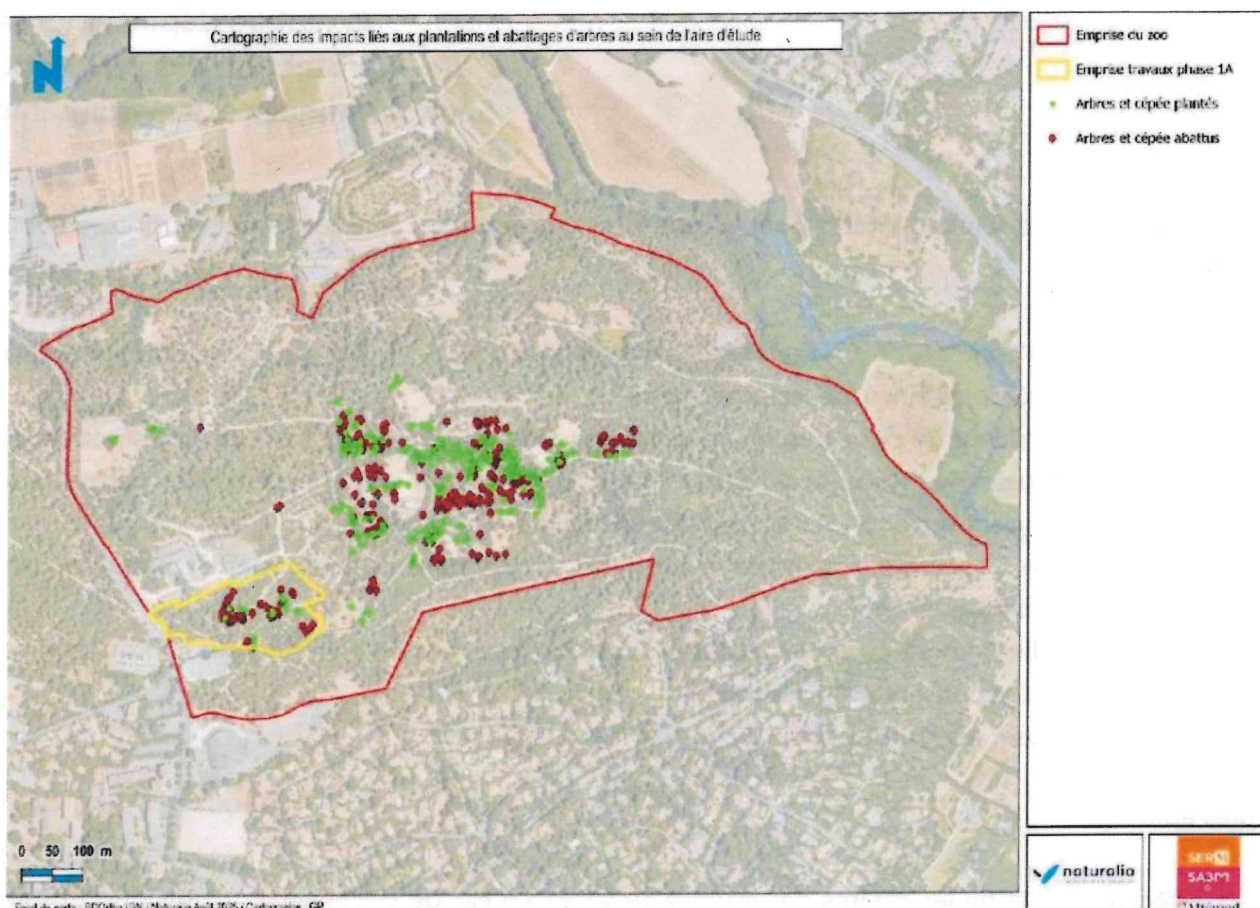


Figure 1: Cartographie de localisation des arbres à abattre

#### • **MR10 – Évacuation des petits gîtes existants dans les emprises**

Les gîtes au sol sont cartographiés par l'écologue de chantier et font l'objet d'une inspection minutieuse avant le démarrage du chantier.

Dans les secteurs où ces abris ne peuvent être conservés, les démontages de ces gîtes se font du 15 septembre au 15 novembre durant des journées aux conditions météorologiques optimales (températures douces, temps ensoleillé).

En cas de présence d'espèce protégée, l'écologue effectue un enlèvement adapté, à la main principalement ou mécaniquement (pelle munie d'une pince d'enrochement ou d'un grappin).

Après confirmation de l'absence d'espèce protégée, ces éléments sont alors évacués immédiatement vers un centre de tri adapté. Selon les recommandations de l'écologue, certains éléments inertes peuvent être réutilisés pour la fabrication de gîtes favorables aux reptiles aux abords et/ou dans l'emprise du projet (hors de l'aire d'influence).

Une fiche illustrée par « évacuation de gîte » décrit l'opération (date, conditions météorologiques, numéro de gîte, type de gîte, espèce concernée, enjeux associés et modalités d'intervention...). Ces fiches et protocole sont mis à disposition de l'inspection en charge du contrôle sur simple demande.



- **MR11 – Installation et entretien de gîtes de substitution pour les chiroptères**

L'écologue chiroptérologue détermine et justifie le nombre de tours à chiroptères installés. Ces tours sont localisés dans les secteurs « Mouton du Cameroun » et « Addax », avant le démarrage des travaux d'abattage des arbres et de démolition du bâti.

L'écologue supervise la mise en place des tours et surveille la réalisation des travaux afin que les dispositifs soient réalisés selon les bonnes pratiques en vigueur.

La localisation et les justificatifs correspondants sont mis à disposition de l'inspecteur en charge du contrôle.

Le nettoyage des gîtes est réalisé tous les ans entre septembre et octobre, durant toute leur durée de vie.

Si une dégradation est constatée sur ces gîtes, les actions de réparation nécessaires sont mises en place dans les deux mois.

Les constats relevés lors des visites de contrôle/entretien font l'objet d'une traçabilité formalisée (date, numéro du gîte, localisation GPS, constat (bon état/détérioration, le cas échéant type de détérioration, date de la réparation, type de réparation...).

Le bénéficiaire tient à la disposition de l'inspecteur en charge du contrôle sur simple demande les justificatifs correspondants.

- **MR12 – Installation et entretien de gîtes à reptiles**

L'écologue – herpétologue détermine et justifie le nombre de gîtes à reptiles installés, avec un minimum de deux gîtes. Chaque gîte offre un abri d'au minimum 1 mètre constitué de pierres plates et d'une fosse. Ils sont mis en place, avant le démarrage des travaux d'abattage des arbres et de démolition du bâti.

L'écologue supervise la mise en place des gîtes et surveille la réalisation des travaux afin que les dispositifs soient réalisés selon les bonnes pratiques en vigueur.

Autant que possible, les matériaux présents sur site ou à proximité sont utilisés pour la réalisation de ces pierriers et les gîtes sont implantés à proximité de strates buissonnantes.

L'entretien des gîtes est réalisé, à minima tous les 3 à 5, durant toute leur durée de vie, en période

hivernale et de leur colonisation par la flore locale.

Une visite de terrain deux fois par an au cours de la période entraînant le moindre dérangement pour les reptiles est mise en œuvre afin de vérifier l'efficacité des mesures proposées relatives aux reptiles.

Si une dégradation est constatée sur ces gîtes, les actions de réparation nécessaires sont mises en place dans les deux mois.

Les constats relevés lors des visites de contrôle/entretien font l'objet d'une traçabilité formalisée (date, numéro du gîte, localisation GPS, constat (bon état/détérioration, le cas échéant type de détérioration, date de la réparation, type de réparation...).

Le bénéficiaire tient à la disposition de l'inspecteur en charge du contrôle sur simple demande les justificatifs correspondants des gîtes.

### **ARTICLE 3 : MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**

- ***MA1 – Accompagnement écologique du chantier***

Phase préparatoire aux travaux :

Deux réunions préparatoires sont réalisées, avant le démarrage des travaux (y compris libération des emprises) :

1. réunissant à minima l'écologue chargé du suivi écologique de chantier, le chef de chantier, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre ;
2. permettant de présenter les secteurs sensibles, les mesures écologiques à respecter et sensibiliser le personnel du chantier à leur bonne mise en œuvre.

Suivi écologique de chantier, l'écologue réalise :

- un passage toutes les semaines pendant la durée des travaux de libération d'emprises puis une visite par mois sur les phases les moins impactantes ;
- deux visites de contrôle inopinées du respect des mesures avec le maître d'ouvrage, en cours de travaux avec compte-rendu par mail ;
- des passages spécifiques dédiés à des mesures de réduction particulières : travaux de démolition du bâti, coupe d'arbres, démantèlement des petits gîtes...

Un compte-rendu est réalisé, par l'écologue, après chaque passage, il permet de relever les anomalies constatées et les mesures mises en œuvre.

Un bilan de ces suivis est également transmis par le maître d'ouvrage aux services de l'État, afin de rendre compte de la mise en œuvre conforme des mesures d'atténuation.

### **ARTICLE 4 : MESURE DE SUIVI**

- ***MS1 – Suivi de l'efficacité des mesures***

Des suivis environnementaux sont réalisés par des écologues afin de vérifier que les milieux récréés

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service animaux et environnement**

post-travaux et que les aménagements mis en place dans le cadre des mesures préconisées, sont favorables et bénéfiques aux espèces ciblées.

Ces suivis sont réalisés avec des protocoles standardisés et reproductibles, avec des indicateurs spécifiques choisis par l'écologue, permettant d'évaluer la bonne mise en œuvre et l'efficacité de ces mesures.

Les différents suivis sont réalisés, à minima, durant les 5 années suivant la fin des travaux (N+1, N+2, N+3, N+4 et N+5).

Suivi des mesures MR5 et MR7 :

L'objectif est de s'assurer de l'absence d'espèces invasives jusqu'à l'occupation complète des surfaces mises à nu par la végétation locale.

Les suivis sont réalisés, par un botaniste, entre avril et juin. Trois jours de suivi sont réalisés chaque année (2 passages de 1,5 jour/an). Les habitats sont cartographiés.

Suivi de la mesure MR11 :

L'objectif est d'évaluer le taux de colonisation des gîtes par les espèces concernées par le projet. Le chiroptérologue réalise un suivi de l'occupation des gîtes à chiroptères en s'appuyant sur les protocoles standardisés en vigueur.

Trois passages annuels (avril-mai, juin-juillet et août-septembre) sont réalisés et permettent un inventaire diurne des gîtes pour s'assurer de leur utilisation et un inventaire acoustique nocturne afin d'identifier le cortège chiroptérologique fréquentant les secteurs.

Chaque suivi est retracé grâce à une fiche spécifique de description de chaque point d'écoute (date, nom de l'observateur, heure, coordonnée GPS du point d'écoute, température, vent, lune, type de matériel, numéro de la taille UTM, type d'habitat, numéro de la station, numéro d'enregistrement, nombre de contacts bruts, coefficient de détectabilité, nombre de contacts pondérés, durée du point d'écoute (min), nombre de minutes positives, indice d'activité (h)), type d'activité, indice de confiance, espèce contactée...).

Les résultats de ces suivis sont cartographiés. Les fiches, cartes et bilans associés sont mis à disposition sur simple demande de l'inspecteur en charge du contrôle.



### Suivi de la mesure MR12 :

L'objectif est d'évaluer le taux de colonisation des gîtes par les espèces concernées par le projet. L'herpétologue réalise un suivi de l'occupation des gîtes à reptiles en s'appuyant sur le protocole POPReptiles 2.

5 passages par année de suivi sont réalisés en fin de matinée aux trois périodes suivantes :

- un passage en sortie de léthargie entre le 15 mars et début avril,
- trois passages en période de pic d'activité des reptiles, soit entre avril et mi-juin,
- un passage en septembre voire octobre permettant de détecter les jeunes reptiles de l'année (reproduction selon les espèces entre fin août et octobre pour les plus tardives).

En cas de mise en évidence de la non-efficacité de la mesure au bout des 5 ans de suivi, de nouvelles mesures sont mises en œuvre sur avis de l'écologue.

Pour chacun des suivis et à l'issue de chaque année de suivi, un bilan est fourni au maître d'ouvrage et tenu à disposition de l'inspection. Il permet de rendre compte de l'évolution des cortèges au sein du projet et de ses abords et proposer, le cas échéant, des solutions correctives pour veiller à l'efficacité des mesures mises en œuvre. Tous les moyens sont pris afin de garantir l'efficacité des mesures. Au besoin les suivis sont prolongés afin de s'assurer de leur efficacité.

### **ARTICLE 5 : FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 6 : SANCTIONS**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1er du code de l'environnement.

### **ARTICLE 7 : AFFICHAGE ET INFORMATION DES TIERS**

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté est déposée à la Mairie de Montpellier et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la Mairie de Montpellier pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire et adressé à la préfecture de l'Hérault ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Hérault pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 8 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service animaux et environnement**

Cette décision peut-être déférée devant le tribunal administratif de Montpellier, soit par courrier, soit par voie électronique sur le site <https://www.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa publication conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du code de la justice administrative.

**ARTICLE 9 : EXÉCUTION**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de l'Occitanie, le directeur départemental de la protection des populations de l'Hérault, le Maire de la commune de Montpellier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale

  
**Véronique MARTIN SAINT LEON**

